

**ARRETE MUNICIPAL**

N° Archives 19.006

**ARRETE MUNICIPAL n°046/2019 – MK - en date du 28 février 2019 interdisant le stationnement au droit de l'immeuble avenue Clémenceau n°34.**

\* \* \*

**Le Maire de la Ville de SAINT-AVOLD  
Conseiller Départemental de la Moselle**

VU Code de la Route et notamment ses articles L.325-1, L.325-1-1, L.325-2, L.417-1, R.110-1, R.110-2, R.411-8, R.411-25, R.411-26, R.417-9, R.417-10 et R.417-12 ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1, L.2213-2, L.2542-2, L.2542-3 et L.2542-10 ;

VU l'article R.610-5 du Code Pénal ;

VU l'article R.116-2 du Code de la Voirie Routière ;

VU la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi n° 82.623 du 22 juillet 1982 complétant et modifiant la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 ;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1 – 8<sup>ème</sup> partie, approuvée par l'arrêté du 06 novembre 1992 ;

VU l'instruction interministérielle du 7 juin 1977 sur la signalisation routière ;

CONSIDERANT qu'il appartient à l'autorité municipale d'édicter des mesures spécifiques liées à la sécurité publique ;

CONSIDERANT que le stationnement au droit de l'immeuble n°34 avenue Clémenceau représente une gêne pour la population riveraine ;

**- Arrête -**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** – A compter de la publication du présent arrêté, le stationnement sera interdit au droit de l'immeuble avenue Clémenceau n°34, entre l'institut de Beauté Bodyline n°32 de l'avenue Clémenceau et l'immeuble n°34 de l'avenue Clémenceau.

**ARTICLE 2** – En vue de l'application de l'article 1<sup>er</sup>, il appartiendra aux Services Techniques Municipaux de mettre en place toutes signalisations horizontales et verticales exigées par le Code de la Route et spécialement le panneau ci-dessous :

- panneaux B6a1 (stationnement interdit).

**ARTICLE 3** – Les contraventions aux dispositions du présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux Lois et Règlements en vigueur.

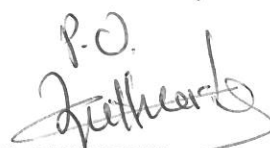
.../...

**ARTICLE 4** - MM. le Directeur Général des Services de la Ville de Saint-Avold, le Procureur de la République de Sarreguemines, le Responsable Prévention/Sécurité de Saint-Avold, le Chef de la Police Municipale de Saint-Avold, le Chef de Corps des Sapeurs-Pompiers, le Chef de Poste du Commissariat Urbain et généralement tous les agents de la force publique sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié conformément à la Loi.

**ARTICLE 5** – Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de Strasbourg dans un délai de deux mois suivant sa date de publication.

Saint-Avold, le 28 février 2019

Pour le Maire,  
L'adjoint délégué, ✓

P.O.  
  
C. THIERCY  
r